

# Climat, énergie, biodiversité. Contribution du CESE à la Convention citoyenne

## Déclaration du groupe CGT

Nous ne pouvons aborder cet avis sans évoquer le contexte et les conditions dans lesquels il s'est construit.

Le Président de la République a annoncé le 25 avril dernier, la mise en place d'une Convention citoyenne pour la transition écologique par tirage au sort de 150 citoyennes et citoyens.

Cette annonce se voulait une réponse à l'exigence, exprimée en particulier lors du mouvement des « *gilets jaunes* » et du Grand débat, de plus de démocratie dans les prises de décisions, notamment en matière environnementale. Nous ne pouvons que constater la volonté manifeste d'encadrer, voire de museler cette forme d'expression citoyenne.

En effet, nous découvrons par voie de presse la mise en place d'un « *comité de gouvernance* » dont les membres représentants le CESE ont été choisis sans aucun débat au sein d'aucune instance de notre conseil. À cela s'ajoute un « *collège de garants* » et comme si cela ne suffisait pas un « *appui technique et juridique* ». Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas décider, en lieu et place des citoyens et citoyennes tirés au sort, qui est à même de présider leur convention et encore mieux qui sera leur porte-parole ?

Ah oui, c'est déjà fait !

Ne vous méprenez pas, il ne s'agit pas ici de remettre en cause les qualités des uns des unes et des autres, mais bien la façon dont est conçue ce qui devient une véritable « *usine à gaz* »... ce qui ne va pas arranger nos émissions de gaz à effet de serre !

Nous sommes loin de la définition de la démocratie que Thierry Pech, coprésident de la convention, a lui-même citée dans son interview hier matin sur France Inter comme étant « *l'art de se gouverner collectivement* ».

L'avis en reprenant une grande partie des préconisations travaillées depuis des années par notre assemblée en matière de Climat, énergie et biodiversité a certes pour but d'informer les futurs membres de la Convention citoyenne. Mais il s'adresse également aux pouvoirs publics et leur rappelle les préconisations trop souvent ignorées et donc non traduites en action.

Sur le fond des enjeux environnementaux qui nous préoccupent toutes et tous car il s'agit bien d'une question vitale et urgente, la CGT estime que cela nécessite la construction d'un monde plus juste, plus solidaire, plus respectueux de l'humain et de son environnement, cela veut dire plus de

justice sociale et un développement humain durable ; c'est seulement ainsi que nous résoudrons ensemble le « *défi d'une transition énergétique indispensable mais comprise et acceptée par tous* » comme le souhaite le président Bernasconi dans sa note de la semaine dernière.